

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 6 MAI 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 24/271 CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A L'AMENAGEMENT DU CARREFOUR DU PONT DE LA CLUE - COMMUNES DE LA GARDE ET DU PRADET - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Robert CAVANNA.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Pierre GIRAN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/271

BUREAU DU 6 MAI 2024

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A
L'AMENAGEMENT DU CARREFOUR DU PONT DE LA
CLUE - COMMUNES DE LA GARDE ET DU PRADET -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 04 mai 2023 portant délégations au Président et
au Bureau,

VU la délibération du Conseil Départemental n°CO 2023-987 de la Commission Permanente G37 du 29/01/2024,

VU la convention ci-annexée,

CONSIDERANT que cette opération prévoit l'aménagement du carrefour du pont de la Clue, situé sur la route Départementale 559, sur les communes de la Garde et du Pradet (PR 33+835 au PR 34+800),

CONSIDERANT que ce carrefour engendre une saturation du trafic routier aux heures de pointe et des problèmes de sécurité des usagers (piétons et vélos en particulier) en raison de l'étroitesse de la chaussée actuelle,

CONSIDERANT que le Département du Var a étudié l'aménagement du carrefour du Pont de la Clue, afin de sécuriser les modes de circulation doux et de fluidifier le trafic routier aux heures de pointe. Les travaux comprennent le remplacement des feux actuels par des feux adaptatifs dits "intelligents", la reprise des enrobés et des îlots du carrefour, le réseau d'éclairage public, la construction d'une passerelle aux modes doux et son raccordement au PCL, ainsi que les aménagements paysagers,

CONSIDERANT que ce projet est situé, pour ses $\frac{3}{4}$, hors agglomération, sauf sur la moitié de l'avenue du commandant Houot,

CONSIDERANT que le Département du Var assure la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre pour cette opération, pour une durée de 6 mois,

CONSIDERANT que Le montant total estimé de cette opération est de 1 500 000 € HT soit 1 800 000 € TTC, la participation de la Métropole TPM s'élève à 233 000 € HT pour les lots d'éclairage et paysager,

CONSIDERANT la nécessité de définir par une convention, les modalités administratives, techniques et financières pour la réalisation de cette opération,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention entre la Métropole TPM et le Département du Var relative à l'aménagement du carrefour du pont de la Clue sur les communes de la Garde et du Pradet.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires aux travaux sont inscrits sur le Budget Principal 2024, opération 10193 en section d'investissement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 mai 2024

Robert CAVANNA

Pour le Président empêché
Vice-Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 15

CONTRE 0

ABSTENTION 0

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

D.I.M./
EA

Acte n° : CO 2023-987

CONVENTION AVEC LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
RELATIVE A L AMENAGEMENT DU PONT DE LA CLUE - COMMUNES LA GARDE ET
LE PRADET

Fait à Toulon, le



**AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR DU PONT DE LA CLUE
EN ET HORS AGGLOMÉRATION
(RD 559 PR 33+835 AU PR 34+800)
SUR LES COMMUNES DE LA GARDE ET DU PRADET**

Entre :

Le Département du Var représenté par **Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var**, habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente n°G37 du 29 janvier 2024,

Le Président du Conseil départemental est représenté par Monsieur Ludovic PONTONE, Conseiller départemental, Vice-président de la commission "Mobilités et infrastructures routières" territoire de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

Ci-après désigné par « le Département » d'une part,

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par **Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président du Conseil métropolitain**, habilité à cet effet par délibération n° du Bureau métropolitain en date du

Ci-après désigné par « la Métropole », d'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Contexte de la convention et justification de l'aménagement

Situé sur la route départementale 559, sur les communes de la Garde et du Pradet (PR 33+835 au PR 34+800), le carrefour du Pont de la Clue présente des problèmes de saturation du trafic aux heures de pointe et de sécurité des usagers (piétons et vélos en particulier) en raison de l'étroitesse de la chaussée sur le pont actuel.

Le Département a étudié l'aménagement du carrefour du Pont de la Clue, afin de sécuriser les modes de circulation doux et de fluidifier le trafic routier aux heures de pointe.

Les travaux comprennent le remplacement des feux actuels par des feux adaptatifs dits "intelligents", la reprise des enrobés et des îlots du carrefour, le réseau d'éclairage public, la construction d'une passerelle modes doux et son raccordement au PCL, ainsi que les aménagements paysagers.

Ce projet est situé, pour ses $\frac{3}{4}$, hors agglomération, sauf sur la moitié de l'avenue du commandant Houot.

Les travaux se déroulent sous maîtrise d'ouvrage départementale, pour une durée estimée à 6 mois.

Article 2. Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- d'une part, de confier la maîtrise d'ouvrage des travaux décrits à l'article 4 au Département conformément aux articles R.2431-1 et L.2410-1 à L.2432-6 du code de la commande publique,
- d'autre part, de définir les modalités techniques, administratives et financières de réalisation de ces travaux en accord avec la Métropole.

Article 3. Pièces constitutives

Le présent document contenant l'ensemble des engagements des différentes parties est la seule pièce constitutive de la présente convention.

Elle comporte 6 annexes :

- annexe 1 : plan de situation,
- annexe 2 : plan général des travaux, comprenant la délimitation des domaines publics départemental et communal,
- annexe 3 : constat de réalisation des équipements (hors aménagements paysagers),
- annexe 4: constat de réalisation des aménagements paysagers,
- annexe 5 : tableau de répartition financière,
- annexe n°6: délimitation du domaine public routier départemental après régularisation foncière.

Article 4. Nature des travaux

L'opération concerne l'aménagement du carrefour du Pont de la Clue.

Les travaux comprennent le remplacement des feux actuels par des feux adaptatifs dits "intelligents", la reprise des enrobés et des îlots du carrefour, le réseau d'éclairage public, la construction d'une passerelle modes doux et son raccordement au Parcours Cyclable du Littoral, ainsi que les aménagements paysagers.

Les principales prestations sont les suivantes :

- le dégagements des emprises y compris l'arrachage des Espèces exotiques envahissantes et la dépose de la signalisation verticale, de l'éclairage et de la signalisation lumineuse tricolore,
- les terrassements de toutes natures y compris dans les îlots du carrefour,
- la dépose de bordures, la démolition de chaussées et d'îlots,
- la construction d'une passerelle modes doux et son raccordement au Parcours Cyclable du Littoral,
- la reprise du réseau d'éclairage public (fourreaux, câbles et mâts d'éclairage),
- la mise en œuvre d'une réservation sous la passerelle modes doux et de 2 regards de part et d'autre pour le futur réseau d'eau potable de la ville de la Garde,
- la réalisation de structures de voie verte, de trottoir et de chaussée,
- la reprise de la signalisation lumineuse tricolore avec des feux adaptatifs,
- la mise en œuvre d'enrobés sur la voie verte, le trottoir et la chaussée,
- la mise en œuvre du réseau d'arrosage primaire dans les futurs espaces verts,
- les aménagements paysagers comprenant la mise en œuvre de la terre végétale, les plantations, le réseau d'arrosage secondaire, les paillages et la mise en œuvre du béton sur les îlots du carrefour, ainsi que les travaux de parachèvement et de confortement (délai de garantie d'un an) des plantations,
- la mise en place des signalisations horizontale et verticale.

Article 5. Maîtrise d'ouvrage des travaux

Le Département assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux décrits à l'article 4 ci-dessus, dans le cadre de la présente convention.

Article 6. Maîtrise d'œuvre des travaux

- Phase réalisation :

Le Département assure la maîtrise d'œuvre du chantier, via le pôle ingénierie de la direction des infrastructures et de la mobilité.

Au moins quinze jours avant, le Département informe la Métropole de la date de démarrage du chantier et de la durée d'exécution des travaux.

Les travaux font l'objet d'essais et de contrôles, dont les résultats sont communiqués à la Métropole.

Le Département invite la Métropole à chaque réunion de chantier. En l'absence d'observation sur la qualité des travaux effectués, le Département ne peut être tenu responsable de problèmes mis à jour en phase de réception ou d'exploitation.

- Phase réception des travaux – remise des ouvrages réalisés :

La Métropole participe aux différentes phases des opérations préalables ainsi qu'à la réception des travaux.

La Métropole formule ses observations éventuelles et ses avis sur le traitement des non-conformités éventuelles, qui sont consignées au procès-verbal. Celles-ci ne peuvent porter que sur les travaux lui incombant et objets de l'article 4 du présent document, mais elles sont informées de tous travaux pouvant avoir des incidences sur leurs propres réseaux.

Article 7. Approbation technique du projet

Le Département réalise l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des travaux.

Préalablement à la réalisation des travaux, l'ensemble du projet est soumis pour approbation à la Métropole.

Cette approbation doit intervenir dans le respect du délai maximum d'un mois. Ce délai court à compter des dates d'accusé de réception par la Métropole des documents concernés. Si les approbations ne sont pas notifiées au Département dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme approuvée.

Toute autre demande d'approbation liée à une modification des prestations en cours de réalisation du chantier, nécessaire pour des considérations techniques, est traitée dans le respect d'un délai maximum de quinze jours. Si l'approbation n'est pas notifiée au Département dans le délai ci-dessus, la demande est considérée comme approuvée (acceptation tacite).

Article 8. Déroulement des travaux

La Métropole a la possibilité de procéder à toutes vérifications qu'elle juge utiles en cours de chantier et d'assister aux réunions de chantier.

Le Département fournit à la Métropole tous les éléments nécessaires (provenance des matériaux, qualité, etc.) pour lui permettre de vérifier leur conformité par rapport aux spécifications du DCE, ainsi que les résultats des différents contrôles nécessaires conformément aux règles de l'art.

Ces éléments et contrôles sont transmis à la Métropole sans délai afin de lui permettre une réaction appropriée le cas échéant.

En cas de manquement constaté eu égard aux instructions et prescriptions prévues par la présente convention, les agents de la Métropole habilités informent le Département afin qu'il prenne les dispositions nécessaires et fasse pallier les défaillances constatées.

Article 9. Occupation du domaine public

Les travaux nécessaires à l'aménagement du carrefour seront réalisés dans l'emprise du domaine public routier départemental.

Article 10. Classement de parcelles appartenant au domaine privé métropolitain

L'aménagement de la passerelle modes doux nécessite une emprise de terrain d'une surface de 210 m² à détacher de deux parcelles appartenant au domaine privé métropolitain (78 m² sur la parcelle n° 0001 située sur la commune du Pradet et 132 m² sur la parcelle n° 0905 située sur la commune de la Garde).

Ces surfaces sont précisées dans l'annexe n°6 - délimitation du domaine public routier départemental après régularisation foncière.

La Métropole s'engage à céder gratuitement ces surfaces au Département.

Ces surfaces seront intégrées au domaine public routier départemental.

Dans l'attente de la régularisation, le Département est autorisé à réaliser, dans l'emprise du domaine privé métropolitain, les travaux nécessaires à l'aménagement de la passerelle modes doux, sous réserve de l'approbation par la Métropole du projet définitif de l'aménagement tel que présenté par le Département.

Le Département est également autorisé à installer provisoirement, dans la parcelle n°0001, les installations du chantier nécessaires à l'aménagement du carrefour.

Article 11. Prescriptions techniques particulières

Les travaux nécessaires pour l'aménagement de la voirie comprenant la construction de la passerelle modes doux, décrits à l'article 4 ci-dessus, sont réalisés dans les règles de l'art. Il est par ailleurs tenu compte des prescriptions particulières suivantes :

● Signalisation du chantier :

Le Département a la charge de la signalisation réglementaire du chantier, qui doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention (instruction interministérielle sur la signalisation routière - huitième partie : signalisation temporaire). Les arrêtés temporaires de circulation seront demandés auprès des autorités, détentrices des pouvoirs de police de la circulation.

En cas d'accident de circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, la Métropole se réserve le droit de rechercher la responsabilité du Département, soit par voie d'appel en garantie, soit par voie d'action récursoire.

● Coordination de sécurité et protection de la santé :

Le Département désigne un coordonnateur SPS lors du lancement du chantier.

● Vérification de l'implantation des équipements :

Avant toute exécution effective d'ouvrage ou de partie d'ouvrage appartenant à la Métropole (ou devant lui être rétrocédé), il est procédé à une vérification contradictoire de leur implantation.

● Achèvement et réalisation des travaux :

La réalisation des équipements est vérifiée et constatée contradictoirement. Cette vérification fait l'objet de 2 constats signés par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention:

- un constat de réalisation des équipements hors aménagements paysagers (annexe 3),
- un constat de réalisation des aménagements paysagers à l'issue d'un délai de garantie de 12 mois (annexe 4),

Pour le Département, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le procès-verbal est : le chef du pôle ingénierie ou son représentant légal.

Pour la Métropole, la personne désignée pour effectuer cette vérification et signer le constat est : le directeur général des services techniques ou son représentant légal.

Ce constat ne peut être signé qu'après la fourniture par le Département à la Métropole du dossier des ouvrages exécutés (DOE), comprenant les plans de récolement et du dossier d'intervention ultérieur sur ouvrage (DIUO) des aménagements réalisés.

Article 12. Financement de l'opération

Estimation de l'opération :

Tous les aménagements sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Département.

A titre indicatif, le montant total estimé de l'opération est arrondi à 1 800 000 € TTC soit 1 500 000 € HT, intégrant le montant des travaux arrondi à 1 350 000 € HT.

Les travaux visés à l'article 4 sont réalisés aux frais du Département avec une participation financière de la Métropole correspondant aux lots suivants :

- lot éclairage : création de l'éclairage public comprenant les fourreaux, câbles et candélabres;
- lot paysager : aménagements paysagers comprenant la mise en œuvre de terre végétale, les plantations, la mise en œuvre du réseau d'arrosage secondaire, des paillages et du béton sur les îlots du carrefour, ainsi que les travaux de parachèvement et de confortement (délai de garantie d'un an) des plantations.

La participation de la Métropole est fixée à 100 % du montant HT révisé des lots éclairage et paysager de l'opération, soit estimée à 233 000 €.

Cette participation sera ajustée en fonction du montant total des dépenses réellement constatées à l'issue des travaux, sur présentation des justificatifs.

Taxe sur la valeur ajoutée :

Conformément à l'article L1615.2 du code général des collectivités territoriales, les dépenses engagées par le maître d'ouvrage lui confèrent le droit à l'attribution du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. La participation de la Métropole est donc non grevée de T.V.A.

Conditions de paiement :

Les versements par la Métropole sont subordonnés à la réalisation des travaux. Si tout ou partie des travaux n'était pas réalisé, la participation correspondante ne serait pas versée ou au prorata des travaux réalisés.

Échéancier de paiement :

Le règlement de la participation financière de la Métropole se fait à l'achèvement des travaux, sur présentation du procès-verbal (annexe 3 de la présente convention) signé par les deux cosignataires attestant de l'achèvement des travaux et sur la base de la fourniture d'un état récapitulatif des dépenses établi par le Département.

La Métropole s'engage à adresser les titres de paiement dans les trente jours qui suivent l'appel de fonds par le Département, sous réserve que celui-ci ait fourni les pièces justificatives.

Réévaluation de l'opération :

Dans le cas d'un dépassement du montant de l'opération, l'ajustement à la hausse de la participation de la Métropole ne pourra se faire que par le biais d'un avenant à la présente convention.

Article 13. Maîtrise foncière

A l'issue des travaux, les nouvelles limites du domaine public départemental seront établies conformément au plan présenté en annexe 6 de la présente convention.

Article 14. Exploitation et entretien des ouvrages

Le Département conserve l'ensemble de ses attributions en tant qu'autorité de police de la conservation de l'aménagement réalisé dans l'emprise du domaine public départemental, ainsi que la passerelle modes doux réalisée en parallèle de la RD559 sous réserve de l'application d des dispositions de l'article 3 et de l'annexe 3 de la convention CO 2019-1181 du 4 décembre 2019 relative aux modalités d'exercice par le Département de la compétence gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental ainsi que leurs dépendances et accessoires en cohérence avec les politiques mises en œuvre par la Métropole pour la section de la RD 559 situé en agglomération.

Pour ce qui concerne le réseau pluvial, le réseau d'eau potable, le réseau d'assainissement, l'éclairage public, le réseau d'arrosage, la signalisation tricolore et les espaces verts, la Métropole, en tant que propriétaire de ces ouvrages, en assure les droits et les obligations leur incombant. En particulier, la Métropole est entièrement responsable d'éventuels problèmes survenant durant la vie des ouvrages, tant vis-à-vis de défaut de conception, que de malfaçons ou encore de problèmes sanitaires.

En rappel, la Métropole, propriétaire du réseau pluvial, de l'éclairage public, de l'arrosage automatique, de la signalisation tricolore et des espaces verts, assure l'entretien, la maintenance et l'exploitation comprenant :

- l'entretien régulier en bon état de fonctionnement des canalisations, des avaloirs et des regards de visite du réseau pluvial,
- le remplacement des matériels défectueux ou détériorés du réseau pluvial, n'entrant pas dans la garantie.
- l'entretien en bon état de fonctionnement des dispositifs d'éclairage public et les remplacements de cas échéant, après le délai de garantie,
- les actions de maintenance du matériel d'éclairage, le remplacement des matériels défectueux ou détériorés, n'entrant pas dans la garantie,
- les dépenses liées au fonctionnement de l'éclairage (abonnement au réseau et consommations d'électricité dès la mise en service),
- l'entretien en bon état de fonctionnement des dispositifs de signalisation lumineuse tricolore et les remplacements de cas échéant, après le délai de garantie,
- les actions de maintenance du matériel de signalisation lumineuse tricolore, le remplacement des matériels défectueux ou détériorés, n'entrant pas dans la garantie,
- les dépenses liées au fonctionnement et à la gestion des feux tricolores (abonnement au réseau et consommations d'électricité dès la mise en service),

la Métropole assure également l'entretien des aménagements paysagers, à l'issue du délai de garantie correspondant à la fin des travaux de confortement, comprenant:

- l'entretien du réseau d'arrosage (comprenant les raccords, les électrovannes et commandes associées, les tuyaux et gouttes à gouttes, ...) avec le remplacement de toutes les pièces défectueuses des réseaux primaire et secondaire, le cas échéant,
- toutes les actions d'entretien des aménagements paysagers telles que l'arrosage, la fumure, le bêchage, la tonte et la taille après le délai de garantie,
- les dépenses liées à l'arrosage (abonnement aux réseaux et consommation d'eau et d'électricité) à la fertilisation et à la protection des sols dès la mise en service,

- les traitements phytosanitaires,
- le remplacement des végétaux au fur et à mesure de leur mortalité après la période de garantie.

Il est considéré que les aménagements réalisés autour de la piste cyclable du littoral et en particulier la passerelle mode doux répondent à la convention particulière concernant le parcours cyclable du littoral passée entre le Département et la Métropole. Ainsi la Métropole à en charge l'entretien et la surveillance des aménagements, le Département celle des travaux de grosses réparations.

Article 15. Conditions suspensives

Les dispositions de la présente convention s'appliquent sous réserve de l'obtention et de la production par le Département de toutes les autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation de l'opération purgée de tout recours.

La résiliation de la convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- force majeure,
- non respect des conditions administratives de la présente convention,
- changement de nature à compromettre l'économie générale de l'opération.

Dans l'hypothèse où la présente convention serait résiliée du fait de l'un des cas susvisés, aucune indemnité ne serait due à l'une ou l'autre des parties.

Article 16. Durée de la convention

Les travaux décrits dans la présente convention doivent démarrer dans un délai de trois ans suivant la date de sa signature sous peine de caducité de la présente convention.

Tout renouvellement de la présente convention pour la même durée doit faire l'objet d'une demande écrite par courrier avec A.R. deux mois avant la date de caducité.

Cette convention est conclue pour une durée limitée par la fin des délais de garantie des travaux réalisés. Les délais de garantie démarrent à la date de réception par la Métropole des travaux réalisés par le Département, cette réception étant formalisée par deux procès-verbaux distincts:

- le premier après la signature du constat de la réalisation des équipements hors aménagements paysagers (annexe 3),
- le deuxième après la signature du constat de réalisation des aménagements paysagers (annexe 4) par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention, ce constat intervenant à l'issue des travaux de parachèvement et de confortement des plantations, correspondant à la garantie de reprise des plantations.

Le Département et la Métropole se réservent le droit de résilier la présente convention à tout moment avec un préavis de trois mois.

Article 17. Règlement des différends

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses de la présente convention, les parties font leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulon. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

A - Litiges

Dans un délai d'un mois après constatation d'un désaccord, les parties s'engagent à faire appel à l'arbitrage d'une commission d'experts, composée de deux membres, le Département et la Métropole désignent respectivement un seul membre. Cette commission doit, sous un mois, proposer aux deux parties une solution au problème rencontré. En cas de désaccord persistant, l'une ou l'autre des deux parties peut porter le différend devant la juridiction administrative compétente.

B - Responsabilités

La Métropole est informée que, le cas échéant, sa responsabilité peut être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire, au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager du domaine public, du fait du non-respect des obligations découlant de la présente convention par la Métropole. Et inversement, il en est de même pour la responsabilité du Département qui pourrait être mise en cause pour les travaux sur l'emprise communale.

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de la Métropole non prévus par la présente convention.

Le Département ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

Le Département est responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'il a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé au Département ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier, ou faute d'avoir présenté ses observations lors de la réception des travaux, la Métropole ne peut ultérieurement mettre en cause la responsabilité du Département dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

C - Recours suite aux travaux

La Métropole donne mandat au Département, maître d'ouvrage des travaux prévus par la présente convention, aux fins d'engager, le cas échéant, toutes recherches en responsabilité, opérations d'expertise et/ou actions judiciaires à l'encontre des entreprises susceptibles d'être responsables de malfaçons ou désordres affectant les ouvrages relevant du domaine public communal. Le Département se charge de réaliser ou de faire réaliser les travaux de reprise des malfaçons ou désordres et d'en obtenir le remboursement auprès des entreprises ou de leurs assureurs.

Article 18. Communication

Dans le cadre de cette convention, les parties conviennent de la mise en œuvre d'actions de communication et de publicité conjointes selon les besoins.

Article 19. Caractère exécutoire et notification

La présente convention établie en deux exemplaires originaux, remis respectivement au Département et à la Métropole, est exécutoire à la date de sa notification aux intéressés.

A Toulon, le

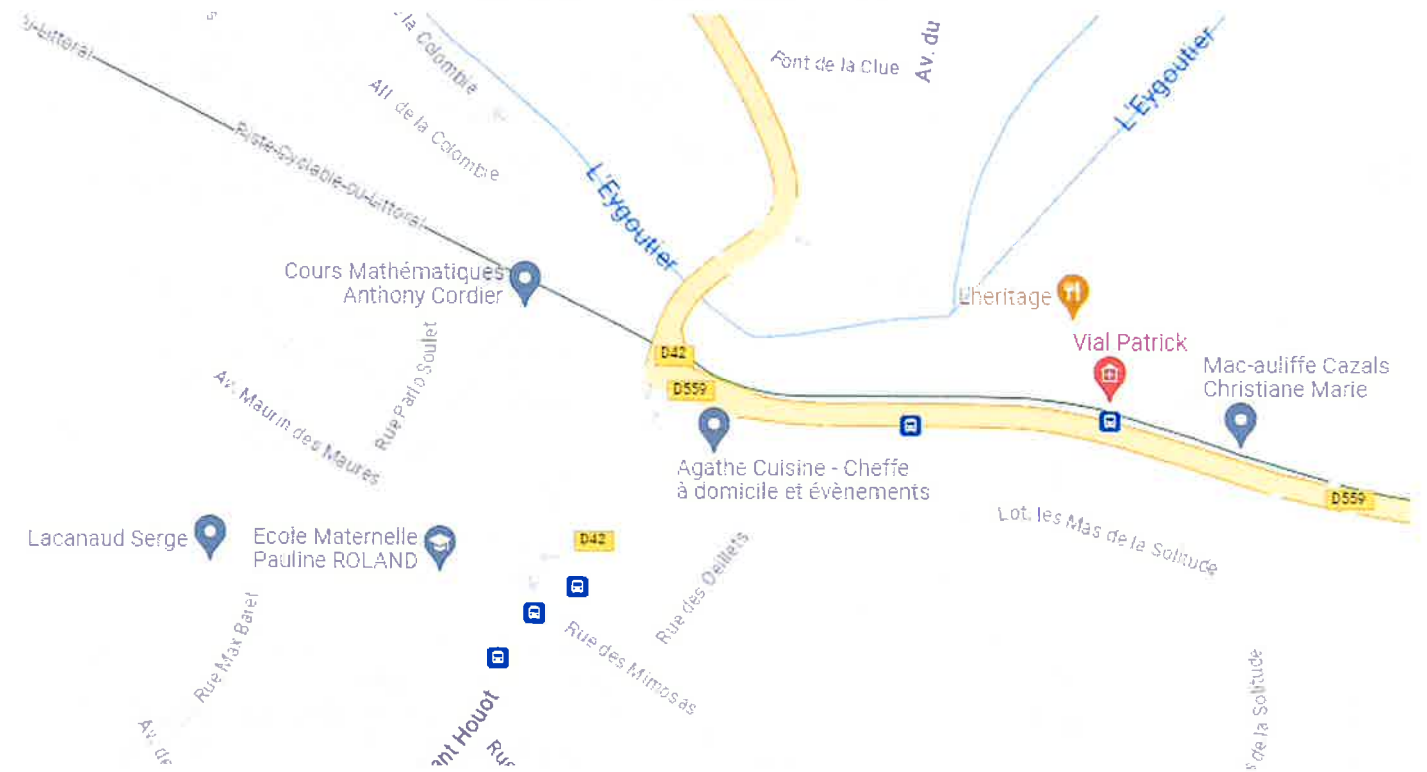
**Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
Le Président**

Jean-Pierre GIRAN

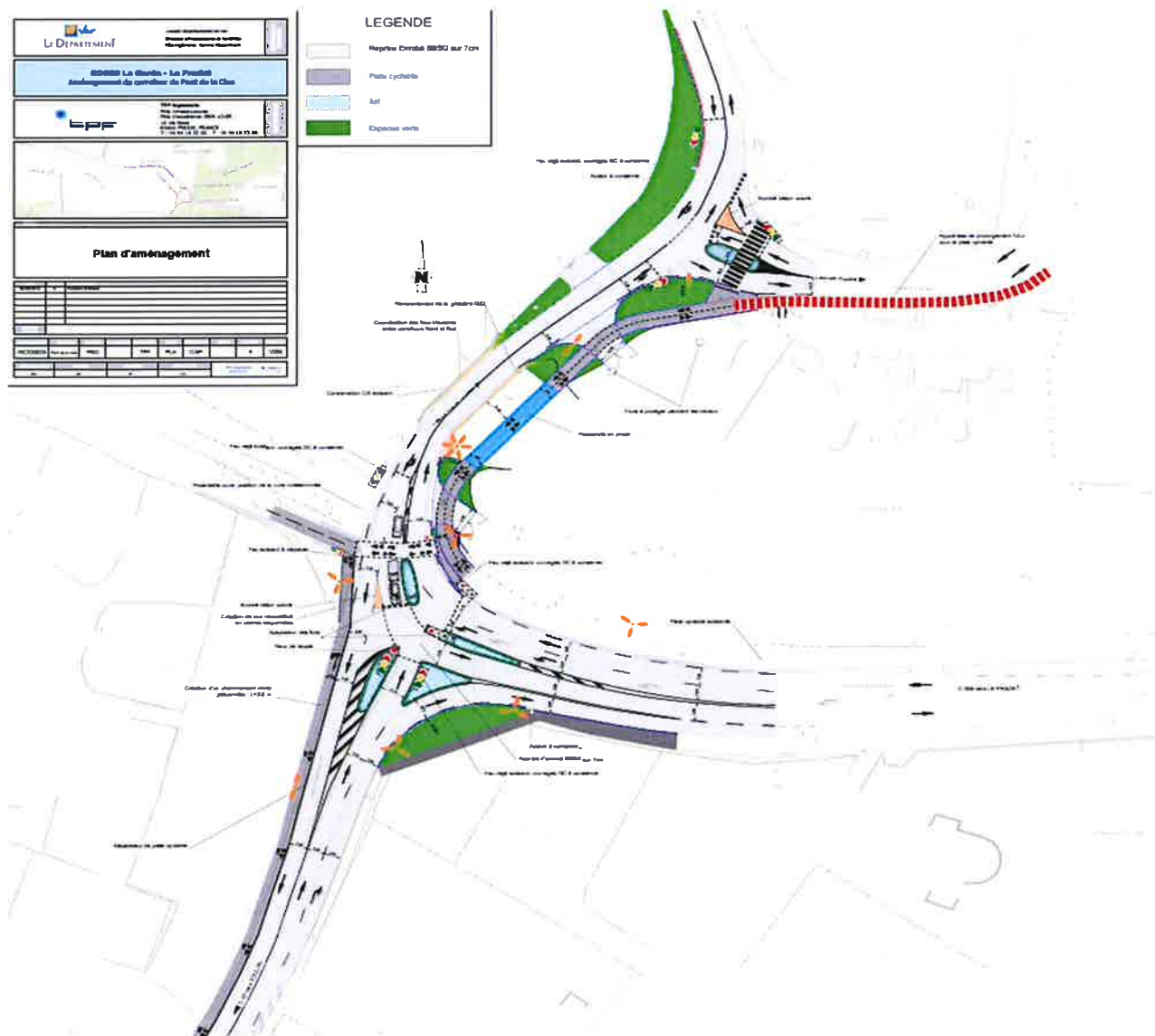
**Pour le Président du Conseil
départemental**

**Ludovic PONTONE
Conseiller départemental
Président de la commission mobilités
et infrastructures routières
(territoire métropolitain)**

ANNEXE 1 - Plan de situation



ANNEXE 2 - Plan général des travaux



ANNEXE 3

Constat de réalisation des équipements (hors aménagements paysagers)

Le à

Il a été constaté que :

Les équipements, décrits à l'article 4 de la convention et rappelés ci dessous, ont été réalisés conformément aux dispositions prévues : (1)

- le dégagements des emprises, les déposes et démolitions, les terrassements de toutes natures,
- la réalisation des structures de la voie verte, des trottoirs et de la chaussée ainsi que la construction de la passerelle modes doux avec la réservation pour le futur réseau d'eau potable communal,
- la reprise du réseau pluvial, du réseau d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore, ainsi que la création du réseau d'arrosage primaire,
- la mise en œuvre d'enrobés sur la voie verte, la chaussée et les trottoirs ainsi que de la terre végétale dans les nouveaux espaces verts,
- la mise en place des signalisations horizontale et verticale,

Les équipements, décrits à l'article 4 de la convention, ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département du Var :

Le chef du Pôle Ingénierie

Le représentant de la Métropole TPM :

Le directeur des Services Techniques

rayez la mention inutile

ANNEXE 4 - Constat de réalisation des aménagements paysagers

Le à

Il a été constaté que :

Les aménagements paysagers, décrits à l'article 4 de la convention et rappelés ci dessous, ont été réalisés conformément aux dispositions prévues : (1)

- les plantations, y compris le paillage et tuteurage,
- la mise en place du réseau d'arrosage secondaire,
- la mise en oeuvre de béton sur les îlots du carrefour,
- l'entretien des espaces verts pendant les phases de parachèvement et de confortement, correspondant au délai de garantie d'un an.

Les équipements, décrits à l'article 4 de la convention, ont été réalisés avec les modifications suivantes : (1)

Le représentant du Département du Var :

Le chef du Pôle Ingénierie

Le représentant de la Métropole TPM :

Le directeur des Services Techniques

rayez la mention inutile

ANNEXE 5 - Tableau de répartition financière

Les montants indiqués sont basés sur l'estimation prévisionnelle de l'opération.



ESTIMATION GLOBALE ET REPARTITION FINANCIERE DE L'OPERATION					
TRAVAUX	MONTANT HT	PARTICIPATIONS			
		DÉPARTEMENT DU VAR	%	METROPOLE TPM	%
LOT TAC + SH-SV + SLT	700 000,00 €	700 000,00 €	100,0%	0,00 €	0,0%
LOT ECLAIRAGE PUBLIC	115 000,00 €	0,00 €	0,0%	115 000,00 €	100,0%
LOT OUVRAGE D'ART	435 000,00 €	435 000,00 €	100,0%	0,00 €	0,0%
LOT PAYSAGER	100 000,00 €	0,00 €	0,0%	100 000,00 €	100,0%
TRAVAUX MONTANT TOTAL HT :	1 350 000,00 €	1 135 000,00 €		215 000,00 €	
REVISION DES PRIX (5%) POUR LE LOT TAC+SH+SV+SLT ET LE LOT OUVRAGE D'ART (HT) :	56 750,00€	56 750,00 €	100,0%	0,00€	0,0%
REVISION DES PRIX (5%) POUR LE LOT ECLAIRAGE ET LE LOT PAYSAGER (HT) :	10 750,00€	0,00 €	0,0%	10 750,00€	100,0%
SOMME A VALOIR (HT)	45 500,00€	38 250,00 €		7 250,00€	
COORDONNATEUR SPS (HT) :	7 000,00€	7 000,00 €	100,0%	0,00€	0,0%
CONTROLE GEOTECHNIQUE (HT)	10 000,00€	10 000,00 €	100,0%	0,00€	0,0%
LABORATOIRE (HT) :	20 000,00€	20 000,00 €	100,0%	0,00€	0,0%
OPERATION - MONTANT HT :	1 500 000,00 €	1 267 000,00 €		233 000,00 €	
MONTANT TVA (20%) :	300 000 €			PARTICIPATION METROPOLE TPM	
OPERATION - MONTANT TTC :	1 800 000 €				

Participation de la MÉTROPOLE TPM : 100 % du montant HT révisé des lots Eclairage public et paysager de l'opération

ANNEXE 6 - délimitation du domaine public routier départemental après régularisation foncière

